

GRE-Liège: pas d'unanimité!

► Focus sur le GRE-Liège "new-look" tel que le conçoit Willy Demeyer.

► Un GRE qui n'est pas l'embryon annoncé d'une "communauté urbaine".



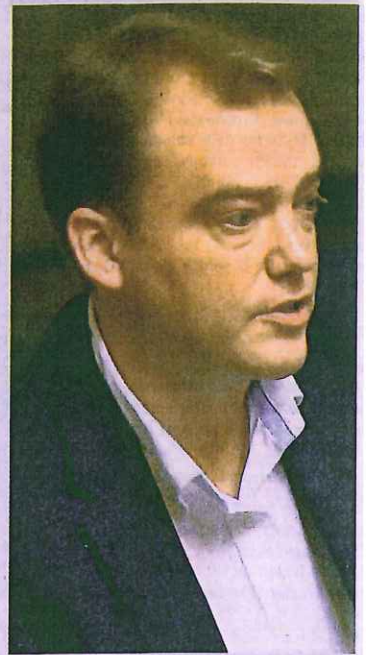
Ci-dessus : le bourgmestre de Liège, Willy Demeyer

Le moins que l'on puisse écrire est que le débat, d'ailleurs largement relayé par la "Gazette de Liège", ayant trait à la rationalisation des institutions politico-économiques liégeoises ne cesse de rebondir et de susciter toute une série de réactions en sens très variés. Au centre de ce micmac institutionnel liégeois, on trouve le GRE-Liège, cette structure supracommunale mise sur pied en 2004 à la suite de la fermeture d'une partie des outils sidérurgiques d'Arcelor et qui est censée définir "une stratégie globale de redéploiement du pays de Liège".

Cette institution composée de représentants des forces vives liégeoises et qui, pour rappel, était destinée à être l'embryon d'une future "communauté urbaine" est actuellement en pleine phase d'adaptation de son rôle et de ses missions au contexte actuel. Un processus qui va de pair avec celui du renouvellement des structures, en cours depuis maintenant plus d'un an et personnalisé par l'arrivée à la tête du GRE du bourgmestre de Liège, Willy Demeyer (PS). Un nouveau président qui, il y a quelque temps, affichait dans nos colonnes sa volonté d'en revenir à "une dimension de reconversion du bassin économique liégeois". Soit une vision liégeoise partagée par certains

comme le maître sérésien Alain Mathot (PS) mais aussi torpillée par d'autres, y compris au PS.

Lors du dernier CA du GRE-Liège, le bourgmestre-président Demeyer a – enfin, diront certains – répondu aux inquiétudes légitimes exprimées, levant ainsi un coin du voile sur son projet pour cette institution dont le but est de soutenir l'animation économique de la région liégeoise. Sur la taille critique que doit avoir cet organe supralocal, Willy Demeyer rappelle comme d'autres avant lui que "la dimension provinciale du GRE est statutaire via l'exercice des missions confiées à la structure locale de coordination" et de préciser par ailleurs que "la Ville de



er (PS), pour qui "tout va bien", et les "critiques" Jean-Pierre Grafé (CDH) et Eric Jadot (Ecolo).

Liège a apporté les financements nécessaires aux projets amenés par le GRE". Pour lui, c'est le projet en tant que tel et non son origine qui est déterminant.

Ensuite, envisageant le rôle du GRE, il plaide pour que ce dernier soit "une cellule de réflexion stratégique (ce que n'est pas la communauté urbaine) qui a diverses missions". Parmi celles-ci : le GRE doit, selon Willy Demeyer, être "le lieu de concertation des partenaires économiques, permettant de faciliter la réalisation de projets". En outre, il souligne qu' "il est nécessaire de communiquer vers l'extérieur" et qu'en ce qui concerne les projets soutenus par le GRE (présentés dans un rapport d'activités 2009-2010 qui nous a aussi été transmis), "la prio-

rité ira aux projets transversaux qui favorisent la création de nouvelles activités économiques".

Enfin, le nouveau patron du GRE, auquel les différents intervenants ne font pas de procès d'intention, a refait le point sur sa structuration en comités exécutif et stratégique et en CA, lequel aura notamment pour mission "le suivi des grands dossiers prioritaires liégeois". Élément important : concernant les représentants politiques, le président se tournera vers les fédérations politiques provinciales afin de désigner leurs représentants en fonction de la clé de répartition d'Hondt. Bruno Boutsen

Jean-Pierre Grafé (CDH)

Pourquoi le projet de communauté urbaine a échoué

Avis critique Dans une note à l'intention des membres du CDH liégeois qu'il nous a fait parvenir, le conseiller communal Jean-Pierre Grafé (CDH), membre du CA du GRE, donne sa vision de la "supracommunalité à la liégeoise" et explique pourquoi le projet de "communauté urbaine" a échoué. Morceaux choisis d'une note très critique. "La divergence des points de vue est actuellement telle qu'il ne faut pas s'attendre à la création immédiate d'une véritable "communauté urbaine" liégeoise, démocratiquement responsable et financièrement autonome mais plutôt œuvrer de façon consensuelle à sa création progressive et évolutive". "Certaines baronnies locales ou sectorielles craignent de perdre du pouvoir au profit d'une supra-communalité, portant atteinte au principe de l'autonomie communale, pourtant déjà fortement écornée. [...] D'autres estiment superflu de créer un niveau de pouvoir politique supplémentaire entre la commune, la Province et la Région. [...] Enfin, une majorité de parlementaires du Parlement wallon ne souhaite pas instaurer par décret des communautés urbaines afin de ne pas rendre excessif le poids et l'influence des grandes agglomérations urbaines au sein de la Région..." B.B.

Eric Jadot (Ecolo)

Pour "une révolution copernicienne" en la matière

Avis critique C'est un fait connu de tous : Ecolo n'est pas particulièrement favorable à l'institution provinciale et, en juin dernier, c'est Muriel Gerken, la tête de liste liégeoise à la Chambre, qui torpillait l'idée-même de GRE-Liège. Nous avons (re) contacté à ce sujet Eric Jadot, député fédéral et co-président provincial des Verts, qui est membre du CA du GRE. Il livre une analyse sans concession. Au sujet du micmac institutionnel liégeois, ce dernier affirme que l'on rajoute "des couches de lasagne" les unes sur les autres. Ensuite, évoquant le projet de "communauté urbaine", qu'il qualifie par ailleurs d'"arlésienne", il assure que "le problème est que tout le monde n'a pas la vision". Il réaffirme que selon Ecolo, l'échelon provincial n'est plus adapté ni pertinent et déplore le fait que l'on multiplie les structures, dont certaines font double emploi, et l'on accumule "une somme d'intérêts individuels et de sous-localismes". Et ce dernier de faire référence, à ce sujet, aux multiples querelles intestines au PS liégeois qui empêche selon lui les forces vives de se fédérer. Réclamant "plus de cohérence", il plaide pour "une révolution copernicienne" en la matière. B.B.